

Chiffres clés du BTP – T4 2017

INDICES ET INDEX



- Information sur le nouveau dispositif des indices et des index du BTP

BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

ET NON RÉSIDENTIELS



- Autorisations de construire et surfaces de locaux
- Logement social

ACTIVITÉ



- Secteurs Constructions publiques, Génie civil et Routes
- Consultations
- Importations de ciments et de clinker
- Indices des locations et des montages / démontages de grues
- Enquête d'opinion: carnets de commandes
- Ventes de matériaux recyclés

EMPLOIS ET ENTREPRISES



- Nombre d'entreprises
- Créations d'entreprises
- Défaillances d'entreprises
- Effectifs salariés
- Emploi intérim
- Demandeurs d'emploi – secteur construction

Le dernier trimestre 2017 est marqué par une activité nettement plus dynamique que sur les deux trimestres précédents. Après neuf mois d'atonie, le niveau des mises en chantier décolle avec + 145 % entre septembre et décembre 2017. Les crédits de paiement engagés par les maîtres d'ouvrage sont également en progression grâce au dynamisme des travaux relatifs aux routes et à la création d'aires de sécurité pour les pistes de l'aéroport Roland Garros.

Par ailleurs sur ce 4^{ème} trimestre, les indicateurs sociaux sont quasi-stables pour les effectifs salariés et les emplois intérim tandis que le nombre d'entreprises inscrites à la CCP-BTP progresse de 1,6 %.

D'un point de vue prospectif, le niveau des autorisations de construire progresse de 6% pour les logements en 2017 comparativement à 2016 et de 11 % pour les surfaces autorisées de bâtiments non résidentiels.



INDICES ET INDEX

INFORMATION INDICES ET INDEX LOCAUX DU BTP

A compter de janvier 2017 les valeurs des indices et des index du BTP ne sont plus reprises dans les notes trimestrielles de conjoncture.

Les valeurs des indices et des index font dorénavant l'objet de publications spécifiques disponibles sur le site de la CERBTP. Sont mises à disposition sur www.btp-reunion.net :

- Les valeurs mensuelles des indices et index locaux en format Excel
- La publication faisant état des évolutions des indices et des index



LA REFORME DES INDEX DU BTP : Un travail de refonte en profondeur du dispositif des index a été lancé fin 2015. Il a abouti en 2017 à la mise en œuvre de nouveaux indices et index en phase avec les évolutions des prix du marché local. Le nouveau dispositif comprend maintenant 23 index généraux du BTP et suit un panel de matériaux plus complet. Les index sont dorénavant calculés en base 100 décembre 2016. Uniquement en charge du calcul des indices de matériaux avant la refonte, la CERBTP a depuis 2017 également la charge du calcul des index du BTP (calculés auparavant par la DEAL de La Réunion).

Pour plus d'information rendez-vous sur le site internet de la CERBTP www.btp-reunion.net où sont disponibles :

- La note méthodologique sur la refonte des index du BTP
- L'Arrêté préfectoral n°706 du 10 avril 2017 régissant le nouveau dispositif
- Les fiches techniques index



BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS ET NON RÉSIDENTIELS

AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE ET SURFACES DE LOCAUX

Selon les estimations, **8 290 logements** ont été autorisés à la construction à La Réunion entre janvier 2017 et décembre 2017, soit **+ 6 %** comparativement à la même période un an auparavant.

Les **logements individuels purs** progressent de **12,4 %** et les **logements individuels groupés** de **9,8 %** tandis que le nombre de permis de construire délivré pour les **logements collectifs et en résidence stagne**.

Les **déclarations d'ouverture de chantier** des logements diminuent de **5,5 %** sur la période considérée avec une forte baisse pour les logements collectifs de **18,6 %**. A contrario, l'individuel pur et l'individuel groupé augmentent respectivement de **8,6 %** et de **6,6 %** entre janvier 2017 et décembre 2017.

On enregistre **506 770 m²** de surface de plancher non résidentiels autorisés sur la période dont **431 990 m²** pour la part privée.

NB : A compter de la note du T1 2016 et dans une volonté d'harmonisation des informations publiées par la CERBTP et la DEAL, l'analyse des données des autorisations de construire et des surfaces de locaux se fait désormais sur la base d'un cumul sur les 12 derniers mois. La prochaine parution fera état des résultats sur la période de février 2016 à mars 2017.

Surfaces de locaux (non résidentiel)

Unité: en m² de surface de plancher

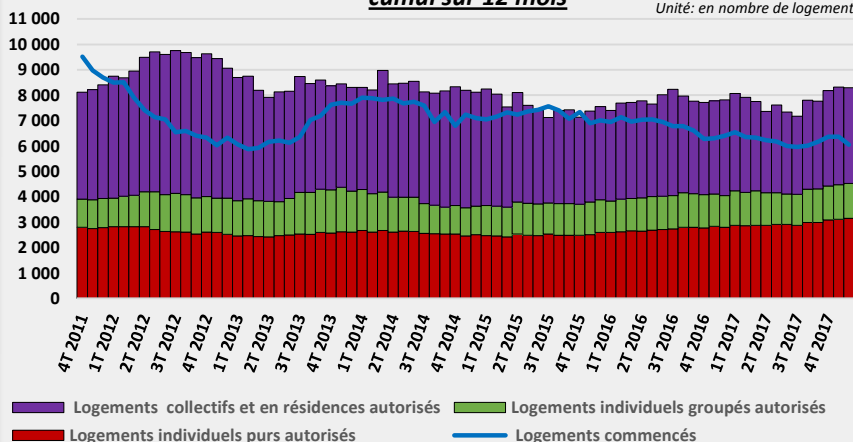
Type de locaux	Janv 2017 – Déc 2017	Part selon le type de locaux	Variation cumul sur 12 mois ¹
Locaux publics	74 780	15 %	+ 7 % ↗
Locaux privés	431 990	85 %	+ 12 % ↗
ENSEMBLE	506 770	100 %	+ 11 % ↗

Source: SOeS, Sit@del2, en date de prise en compte

1. cumul janvier 2017-décembre 2017 / cumul janvier 2016-décembre 2016
NB: Compte tenu des arrondis la somme des surfaces des locaux publics et privés peut être différente de la surface totale affichée.

Nombre de logement autorisés et ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier à La Réunion par types en cumul sur 12 mois

Unité: en nombre de logements



Autorisations de construire (résidentiel)

Unité: en nombre de logements

Type de logements	Janv 2017 – Déc 2017	
	Nombre	Variation cumul sur 12 mois ¹
ENSEMBLE AUTORISES	8 290	+ 6 % ↗
Individuels purs	3 150	+ 12,4 % ↗
Individuels groupés	1 370	+ 9,8 % ↗
Collectifs & en résidences	3 770	0,0 %
DECLARATION D'OUVERTURE	6 060	- 5,5 % ↘
Individuels purs	2 590	+ 8,6 % ↗
Individuels groupés	830	+ 6,6 % ↗
Collectifs et en résidences	2 640	- 18,6 % ↘

Source: SOeS, Sit@del2, estimations en date réelle à fin décembre 2017

1. cumul janvier 2017-décembre 2017 / cumul janvier 2016-décembre 2016

LOGEMENT SOCIAL

	T4 2017	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Démarrages	830	- 9 % ↘	+ 145 % ↗
Livraisons	543	- 60 % ↘	+ 9 % ↗
Encours	4 317	- 16 % ↘	- 7 % ↘

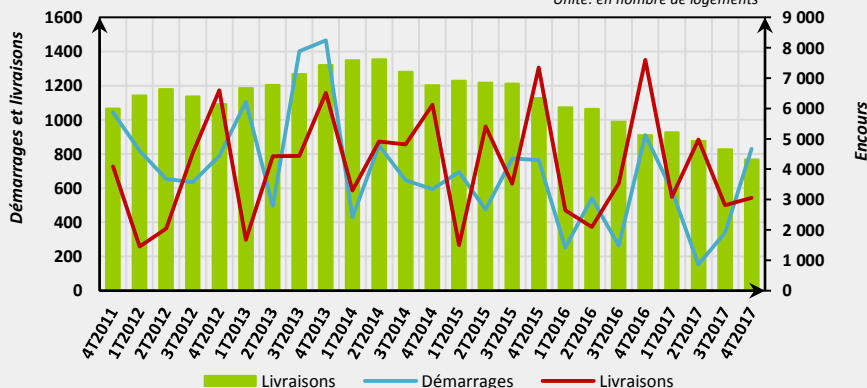
Au 4^{ème} trimestre 2017, les démarrages montrent une forte évolution soit **830 logements démarrés en locatif neuf** ce qui représente **+ 145 %** par rapport au trimestre précédent et **- 9 %** par rapport à la même période en 2016. Par ailleurs, **543 logements ont été livrés** au cours du 4^{ème} trimestre 2017 soit une évolution de **+ 9 %** sur un trimestre (- 60 % par rapport à la même période en 2016). Les **encours de logements diminuent de 16 % par rapport au trimestre précédent**. La tendance à la baisse amorcée depuis le second semestre 2014 se poursuit.

Source: DEAL, SHLS, CERBTP
Mise à jour le 03/04/2018

Démarrages, livraisons et encours de logements sociaux

(construction en locatif neuf (LLS LLTS PLS PSLA))

Unité: en nombre de logements





ACTIVITÉ

SECTEURS CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, GÉNIE CIVIL ET ROUTES

Constructions publiques

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T4 2017	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Région	24,1	- 27 %	+ 16 %
Département	10,4	+ 17 %	+ 208 %
Etat*	1,2	+ 149 %	+ 116 %
Aéroports	3,4	+ 98 %	+ 16 %
TOTAL TRAVAUX	39,2	- 11 % ↗	+ 41 % ↗

Génie civil

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T4 2017	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Aéroports	6,5	+ 982 %	+ 711 %
GPMDLR	0,6	- 55 %	- 17 %
Département : Eau	3,5	- 10 %	- 55 %
TOTAL TRAVAUX	10,6	+ 83 % ↗	+ 13 % ↗

Routes

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T4 2017	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Région** dont NRL	124,3 79,2	- 10 % - 19 %	+ 16 % - 2 %
Département	18,7	+ 42 %	+ 248 %
TOTAL TRAVAUX	143	- 6 % ↗	+ 27 % ↗

Pour cette fin d'année 2017, on constate un maintien de l'activité voire une **augmentation des crédits de paiement** comme observé à chaque fin d'année depuis 2012.

Au 4^{ème} trimestre 2017, près de **193 M€** ont été mandatés par les maîtres d'ouvrage pour la réalisation de travaux dont 143 M€ pour la construction et l'entretien des routes, 39,2 M€ pour les constructions publiques et 10,6 M€ pour le génie civil et les grands équipements.

Malgré un léger recul des montants engagés au cours de ce trimestre (- 2%), les **travaux de la NRL continue de dynamiser le secteur des routes** (79,2 M€) et représentent 55 % du total des crédits de paiement enregistrés dans ce secteur.

Les **travaux de création d'aires de sécurité en bout de pistes de l'aéroport Roland Garros** soutiennent le secteur du génie civil (6,5 M€) tandis que les crédits alloués à la gestion de l'eau redescendent vers des montants plus ordinaires (3,5 M€).

En matière de constructions publiques, le niveau des crédits de paiement diminue de 11 % par rapport à la même période en 2016 et augmente de 41 % par rapport au trimestre précédent.

* Attention, les données de la construction publique pour l'Etat sont consolidées à chaque trimestre.

** A compter du troisième trimestre 2016 les données de La Région Réunion pour les routes incluent le montant des études.

Source: DEAL, Conseil Régional, Conseil Départemental, SA Roland Garros, Syndicat Mixte de Pierrefonds, le Grand Port Maritime de La Réunion.

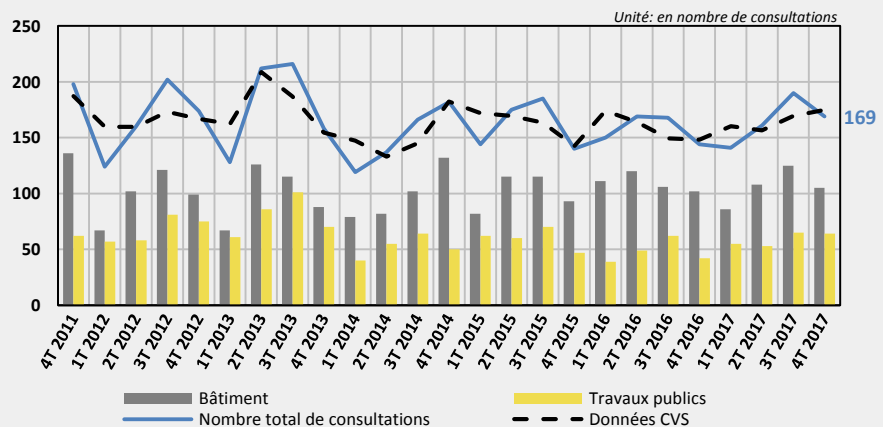
CONSULTATIONS

	Date	Valeur	Moyenne annuelle	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Consultations	T4 2017	169	+ 5 % ↗	+ 17 % ↗	- 11 % ↘

Au 4^{ème} trimestre 2017, 169 consultations de travaux ont été recensées, dont 105 pour le secteur du bâtiment et 64 pour les travaux publics. Au total sur l'année 2017, 661 consultations de travaux ont été enregistrées. Comparativement à la même période en 2016, ce chiffre global est en **augmentation de 17 %**. Si l'on se réfère au trimestre précédent, la tendance s'inverse avec - 11 % pour le total des consultations.

Source: CERBTP, l'Officiel de La Réunion, Vecteur +
Mise à jour le 04/04/2018

Évolution du nombre de consultations



IMPORTATIONS DE CIMENTS ET DE CLINKER

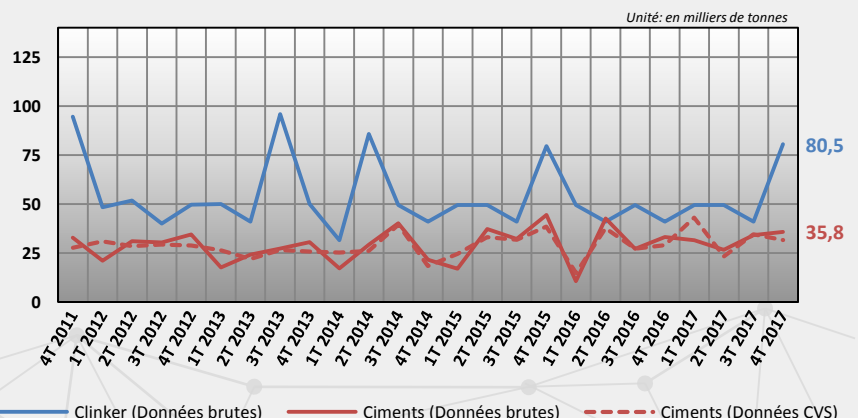
	Date	Valeur	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Clinker	T4 2017	80,5	+ 96 % ↗	+ 96 % ↗
Ciments	T4 2017	35,8	+ 8 % ↗	+ 5 % ↗

Au 4^{ème} trimestre 2017, le niveau d'importation pour le clinker a connu une **forte hausse de 96 %** par rapport au trimestre précédent ainsi qu'en glissement annuel avec **80,5 KT**. Les importations pour les ciments ont représentés **35,8 KT** pour une progression de 5 % par rapport au 3^{ème} trimestre et de 8 % en glissement annuel.

Source: Douanes, CVS CERBTP

N.B.: l'analyse de l'importation de ciments à partir des données douanières peut être biaisée à court terme par les rotations des navires.

Evolution des importations de ciments et de clinker





ACTIVITÉ

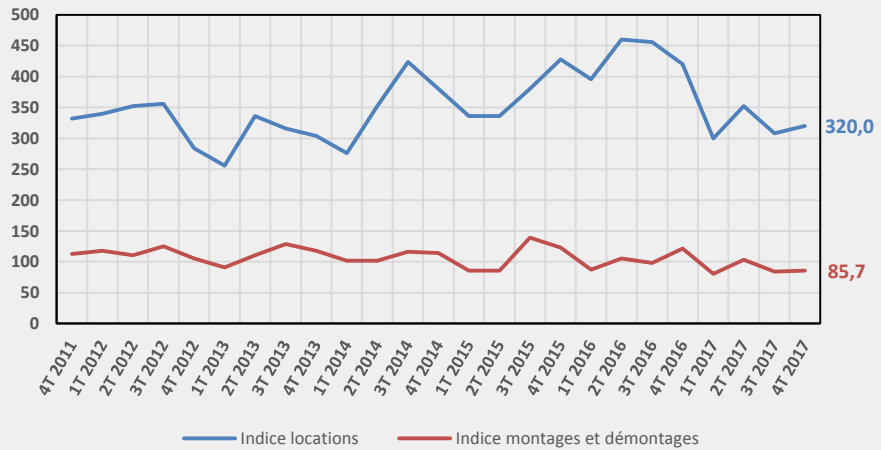
INDICES DES LOCATIONS / MONTAGES ET DÉMONTAGES DE GRUES

	Date	Valeur	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Locations	T4 2017	320,0	- 23,8 % ↓	+ 3,9 % ↑
Montages & Démontages	T4 2017	85,7	- 29,4 % ↓	+ 2,1 % ↑

Au 4^{ème} trimestre 2017, la location ainsi que les montages et démontages de grues sont en progression avec respectivement + 3,9 % et + 2,1 % de croissance. Comparativement à la même période en 2016, les évolutions sont en baisse de 23,8 % pour l'indice Locations et de 29,4 % pour l'indice Montages-démontages.

Source: CERBTB

Évolution des locations et des montages / démontages de grues
(base 100 janv.2010)



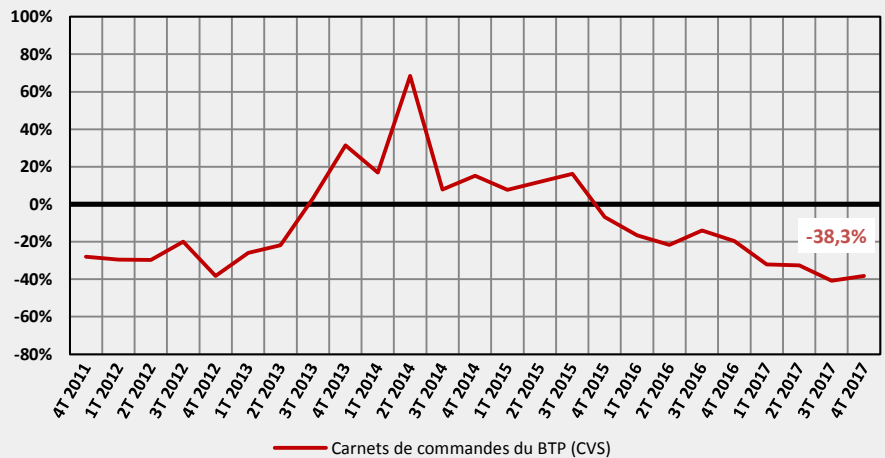
ENQUETE D'OPINION: CARNETS DE COMMANDES

Au 4^{ème} trimestre 2017, le niveau des carnets de commande est stable à - 38 % par rapport au trimestre précédent.

De manière générale, les soldes d'opinion des entreprises du BTP restent négatifs par rapport à la moyenne de longue période.

Source: Données CVS Iedom

Soldes d'opinion: carnets de commandes des entreprises du BTP



VENTES DE MATÉRIAUX RECYCLÉS

Unité: en tonnes

	T4 2017	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
Graves recyclées 0/80	53 967	+ 217 %	+ 154 %
Graves recyclées 0/31,5	6 256	- 36 %	- 32 %
Graves recyclées 0/20	9 218	- 13 %	- 6 %
Sables recyclés (0/6 ; 0/8)	4 254	- 7 %	+ 26 %
Autres (dont 0/63)	19 304	+ 2 %	- 8 %
TOTAL	92 999	+ 53 % ↑	+ 44 % ↑

Au 4^{ème} trimestre 2017, plus de **92 999 tonnes de graves recyclées** ont été écoulées sur le marché. En augmentation constante depuis le début d'année, le dernier trimestre 2017 connaît une **évolution de plus de 44 % par rapport au trimestre précédent** et de 53 % par rapport à la même période en 2016.

Nb : en 2015 deux entreprises ont arrêté leur activité de recyclage de matières inertes.

Source: CERBTB



EMPLOIS ET ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES

Date	Valeur moyenne	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
T4 2017	2 670	- 4,1 % ▼	+ 1,6 % ▲

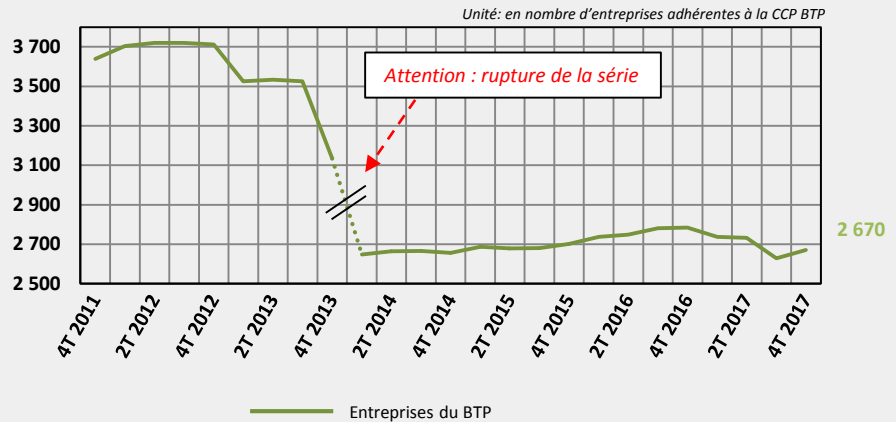
Depuis le mois d'octobre 2013, on peut noter une rupture de la série du nombre d'entreprises qui repose sur la mise à jour de la base de données de la Caisse des Congés Payés du BTP. Le nombre d'entreprises adhérentes est donc diffusé mais les observations récentes ne doivent pas être comparées à celles de périodes antérieures.

Au 4^{ème} trimestre 2017, **2 670 entreprises** ont été enregistrées à la caisse des congés payés du BTP. On assiste à une légère remontée du nombre d'entreprises enregistrées par rapport au trimestre précédent (+ 1,6%). Par rapport à la même période en 2016, le niveau reste toujours aussi bas avec un recul de 4,1%.

Source: CCP BTP

N.B.: les chiffres de la CCP-BTP sont révisés mensuellement.

Evolution du nombre d'entreprises du BTP



CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Date	Valeur	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
T4 2017	139	+ 8,6 % ▲	- 17,8 % ▼

Au 4^{ème} trimestre 2017, la création d'entreprises redescend à un niveau très bas dans le secteur de la construction soit **139 créations**.

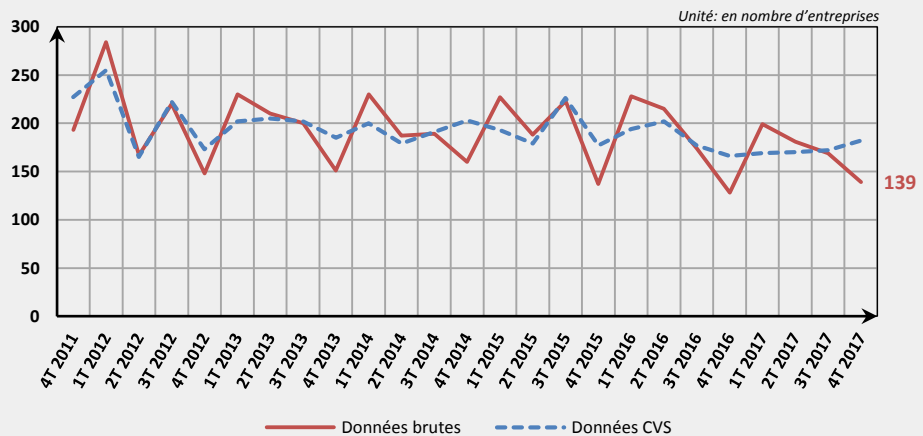
C'est un phénomène récurrent observé dans le cycle annuel de la création d'entreprises. Le dernier trimestre de l'année enregistre le nombre le plus bas de création d'entreprises.

Malgré une légère hausse de + 8,6 % par rapport à la même période en 2016, le nombre d'entreprises créées se replie donc de - 17,8 % en rythme trimestriel.

Cette tendance se confirme avec un total de 688 entreprises créées sur l'année 2017 contre 745 entreprises en 2016. Le niveau des créations recule de 7,7 % en rythme annuel.

Source: Insee

Évolution des créations d'entreprises



DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

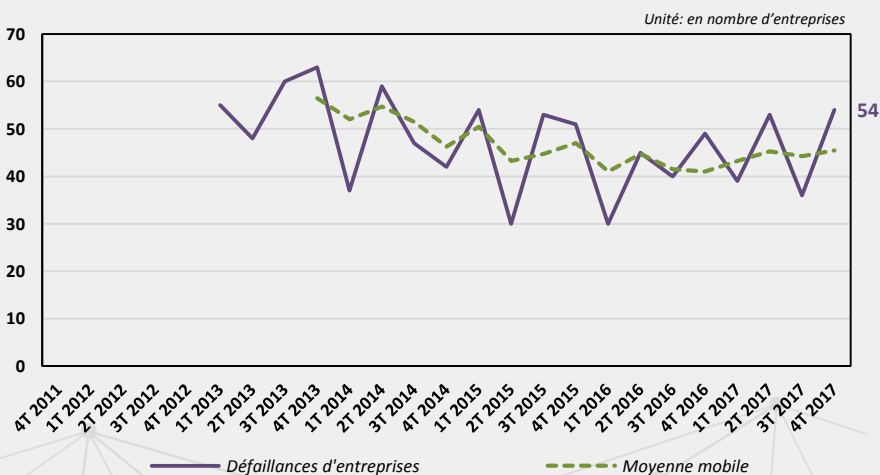
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction	Valeur	Evolution 1 an
Défaillances (T4 2017)	54	+ 10,2 % ▲
Défaillances cumulées (4 derniers trimestres)	182	+ 11 % ▲
Effectifs salariés (T4 2017)	194	- 31,4 % ▼
Effectifs salariés cumulés (4 derniers trimestres)	722	- 21,7 % ▼

Au 4^{ème} trimestre 2017, les défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction ont représenté **54 défaillances** soit + 10,2 % par rapport à la même période en 2016.

On estime à **194 salariés** concernés par ces fermetures pour ce trimestre et 722 salariés en cumulant les quatre derniers trimestres.

Source: Banque de France (données brutes)

Défaillances d'entreprises de la Construction





EMPLOIS ET ENTREPRISES

EFFECTIFS SALARIÉS

Date	Valeur moyenne	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
T4 2017	17 146	+ 0,0 % ≈	+ 0,0 % ≈

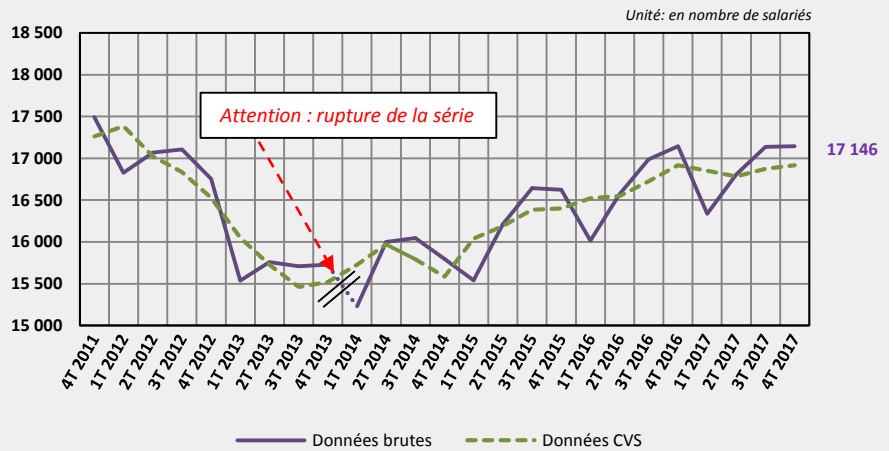
Depuis le mois d'octobre 2013, on peut noter une rupture de la série des effectifs salariés qui repose sur la mise à jour de la base de données de la Caisse des Congés Payés du BTP. Le niveau d'emploi est donc diffusé mais les observations récentes ne doivent pas être comparées à celles de périodes antérieures.

Selon la Caisse des Congés Payés, les effectifs salariés du BTP sont stables en glissement annuel. En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2017, la caisse des congés payés a enregistré **17 146 salariés** contre 17 139 pour le trimestre précédent.

Source: CCP BTP, CVS CERBTP

N.B: les chiffres de la CCP-BTP sont révisés mensuellement.

Evolution des effectifs salariés du BTP



EMPLOI INTÉRIM – SECTEUR CONSTRUCTION

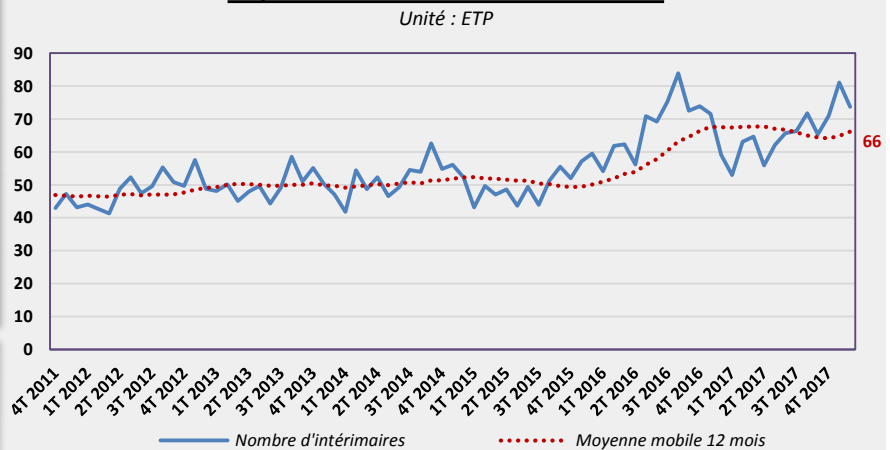
Emploi intérimaire – Construction (en équivalent temps plein – brut)	Valeur	Evolution 1 an
Nombre d'intérimaires à déc 2017	74 ETP	+ 24,6 % ↗
Nombre moyen d'intérimaires (T4 2017)	75 ETP	+ 10,4 % ↗
Nombre moyen d'intérimaires (sur 2 derniers mois)	66 ETP	- 2,1 % ↘

Au cours du 4^{ème} trimestre 2017, le nombre moyen d'intérimaires dans le secteur de la construction a représenté **74 équivalents temps plein**, soit + 24,6 % en comparaison à la même période en 2016.

NB : Les données relatives à l'emploi intérim sont disponibles avec un trimestre de décalage par rapport à la période en cours. Les données détaillées pour l'emploi intérimaire dans le secteur de la construction ne sont pas disponibles pour le moment. Les données présentées sont issues des données brutes mensuelles à fin juin 2017.

Source: Dares (données brutes – ETP)

Emploi intérimaire dans la Construction



DEMANDEURS D'EMPLOI – SECTEUR CONSTRUCTION

Date	Valeur	T4 2017 / T4 2016	Var. trim.
DEFM cat. A, B, C	18 282	- 2,3 % ↘	+ 0,6 % ↗
DEFM cat. A	14 601	- 3,8 % ↘	- 0,3 % ↘

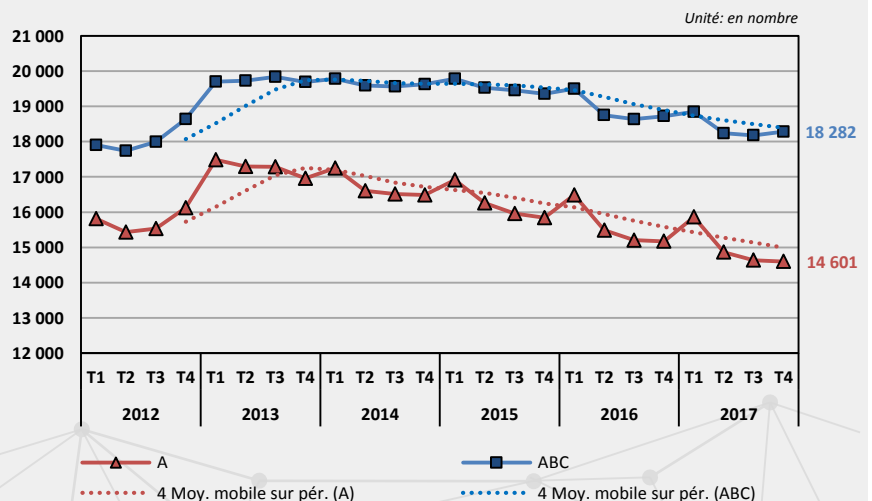
Au 4^{ème} trimestre 2017, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi est quasi-stable.

En comparaison au 3^{ème} trimestre 2017, on note un recul de **0,3 % pour les demandeurs d'emploi de catégorie A** tandis que les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C ont évolué de + 0,6 %.

Par rapport à la même période en 2016, le nombre des demandeurs d'emploi pour les catégories A, B, C est en repli de 2,3 % et de 3,8 % pour les catégories A.

Source: CERC, Pôle Emploi

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)



MÉTHODOLOGIE GLOBALE

Il est à noter que le présent document a pour vocation d'établir un tableau de bord synthétique relatif à l'activité du BTP à La Réunion. L'évolution des indicateurs retenus pour cette note est publiée uniquement à partir de l'année 2011.

Les tableaux relatifs aux séries donnent les dernières valeurs connues pour les phénomènes observés et les évolutions sont commentées en variation d'un trimestre sur l'autre mais aussi en glissement annuel afin de comparer les niveaux sur des périodes similaires (excepté pour le nombre de consultations, les autorisations de construire et les offres d'emploi qui sont comparés en moyenne annuelle).

AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE ET SURFACES DE LOCAUX

La réforme de la surface de plancher de référence en urbanisme est entrée en vigueur le 1er mars 2012 et se substitue à la SHOB et à la SHON. La « surface de plancher » s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs. **Les séries de surfaces de locaux sont maintenant en date de prise en compte.** Dans Sit@del2, les annulations sont comptées comme les autorisations et les mises en chantier au mois de leur arrivée et ne conduisent plus à une révision des séries en date de prise en compte. **Les autorisations de construire ne sont plus nettes d'annulation et sont révisées mensuellement.** Les séries en date de prise en compte agrègent l'information selon la date d'enregistrement de la donnée dans l'application Sitadel2. Les séries en date réelle agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire.

LES DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Les indicateurs publiés dans cette note sont en général marqués par des phénomènes récurrents, de type saisonnier, qui masquent les effets de nature économique. Il est donc nécessaire de retravailler ces données afin d'analyser les variations purement conjoncturelles des séries. C'est pourquoi certaines séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Cette méthode permet d'éliminer l'effet saisonnier de chaque indicateur pour ne garder que les composantes fondamentales liées à la tendance et à certaines irrégularités des séries.

SOLDE D'OPINION : CARNETS DE COMMANDES

L'enquête d'opinion réalisée tous les trimestres par l'edom se réfère à un échantillon de 16 entreprises employant au total 2 355 salariés dans le secteur du BTP. Cette enquête s'intéresse aux carnets de commandes des chefs d'entreprises réunionnais qui communiquent leur activité pour le trimestre passé. Les réponses sont ensuite agrégées sous la forme de soldes d'opinion.

Ces soldes d'opinion, étant des nombres abstraits, ne traduisent pas directement les véritables fluctuations des phénomènes qui y sont liés.

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombremens couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

EMPLOI INTÉRIM

Un contrat intérimaire est signé pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, dénommée mission. Pôle emploi recense les missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire. À partir de ces informations on peut définir:

- Les contrats conclus au cours du trimestre: ce sont les missions dont la date de début appartient à la période considérée ;
- Les contrats en cours en fin de trimestre: c'est le nombre de missions recensées à la fin de la période considérée ;
- Les emplois en équivalent temps plein (ETP): mesurés par le rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps (sur une base de 45 semaines par an).

DEMANDEURS D'EMPLOI

Les catégories statistiques utilisées ont été définies en 2008 par Pôle Emploi afin de mesurer les effectifs de demandeurs d'emploi:

- Catégorie A: demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie ABC: demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite.

REMERCIEMENTS

La CERBTP, en tant qu'observatoire du secteur de la construction, tient particulièrement à remercier l'ensemble des collaborateurs qui ont permis la mise en place de cette note de conjoncture trimestrielle.



CERBTP - 2, rue Juliette Dodu - CS 41009 - 97 743 SAINT-DENIS CEDEX 9

Tél: 0262 40 28 16 - Fax: 0262 40 28 60 - Mail: cerbtp@i-carre.net - Web: <http://www.btp-reunion.net>